

(A la veille des élections présidentielles du 3 mars 1974, la situation politique du Guatemala demeure marquée par un climat de violence persistante.

Le présent rapport, diffusé au Guatemala en septembre 1973, a été élaboré à partir d'une information rassemblée par la LASA - Association d'Etudes Latino-américaines, et publiée aux Etats-Unis en avril 1973. Malgré sa connaissance tardive, il n'en reste pas moins d'actualité) (Note DIAL)

RAPPORT SUR LE GUATEMALA 1971-1973

"Lorsque les peuples commencèrent à avoir des doutes au sujet de ces traces, ils se réunirent pour en délibérer et dirent: "Que peuvent donc signifier ces morts au sein de notre peuple; voilà qu'un à un, ils vont nous tuant?" (Popol Vuh).

"Nous mourrons, disaient-ils, mais le ciel et la terre seront témoins de l'injustice de notre mort" (Macchabées 2,37).

"Tu ne tueras pas" (Exode 20,13).

"Où est ton frère?"

- Suis-je donc le gardien de mon frère?"

- Qu'as-tu fait? Des entrailles de la terre, la voix du sang de ton frère crie jusqu'à Moi" (Genèse 4,10).

Le "Comité Guatemala" de la LASA - Association d'Etudes Latino-américaines - s'était fixé pour but de mener une enquête sur la terreur au Guatemala. Son objectif était de réaliser le projet arrêté lors de la réunion officieuse de la LASA au mois de décembre 1971 dont voici le texte:

"- Etant donné les proportions, sans précédent jusqu'alors, prises par l'état de terreur imposé par la droite au Guatemala, officiellement et officieusement;

"- étant donné que la plus grande terreur pèse surtout sur les professeurs et les étudiants de l'Université; et plus encore, que le régime du président Arana a menacé implicitement et explicitement l'autonomie de l'Université San Carlos;

"-étant donné que ce viol permanent des droits de l'homme a été condamné par l'ONU et qu'il est impossible d'ignorer la complicité des Etats-Unis dans cette répression vu l'appui qu'ils donnent au régime d'Arana, en particulier par leurs programmes d'aide policière et militaire:

"la LASA, en tant qu'organisme le plus important de professeurs universitaires américains se préoccupant des problèmes latino-américains, décide de condamner la situation au Guatemala;

"elle ordonne en même temps à son Comité de Relations auprès du Gouvernement d'approfondir plus encore l'étude de cette situation de violence pour continuer à en informer ses membres;

"elle décide de mener une vaste enquête sur les procès publics en faisant appel aux commissions compétentes du Sénat des Etats-Unis; ces procès devraient être ouverts aux observateurs, admettre des témoins non gouvernementaux et faire ressortir avec plus de netteté le rôle des Etats-Unis au Guatemala depuis 1954;

"elle réclame enfin le retrait et l'abandon de toute aide militaire et de tout entraînement policier des Etats-Unis au Guatemala".

1- LA SITUATION EN 1971

Dans l'histoire récente de la terreur imposée officiellement et officieusement par la droite au Guatemala, nul doute que l'année 1971 ait été la plus sinistre. Selon le journal guatémaltèque EL GRAFICO, il y eut au cours de l'année 1971, durant le gouvernement d'Arana Osorio: 959 assassinats politiques, 171 personnes séquestrées et 194 "disparus" (1). Au Guatemala, une "disparition" signifie généralement "mort". La plupart du temps, les "disparus" sont trouvés morts quelques semaines ou quelques mois plus tard; il n'est pas rare de trouver des traces de torture sur les cadavres.

En Amérique du Nord, plusieurs articles de journaux ont évalué à 2.000 le nombre de personnes assassinées entre novembre 1970 et mai 1971, compte-tenu des 500 du mois de mai (2). Ces chiffres ne sont pas exagérés; ils seraient plutôt une "base minimale" dans la mesure où ils ne se réfèrent qu'aux cas parus dans les journaux. Nous ne savons pas exactement si la majorité des actes de violence politique doivent être imputés à la droite; mais selon l'annuaire de Pouvoir et Conflit de 1971, publié par l'Institut pour l'Etude du Conflit de Londres, que l'on peut difficilement taxer de modéré dans les dénonciations de cas de violence politique communistes: "De janvier à mars 1971, les crimes politiques se sont élevés à plus de 700 et nombre d'autres personnes disparurent sans laisser de trace; la plupart de ces assassinats sont à attribuer aux organisations terroristes de droite qui bénéficient de l'appui officiel: OJO POR OJO et MANO BLANCA". LE MONDE WEEKLY a également confirmé la prédominance de la terreur imposée par la droite: "Selon des diplomates étrangers au Guatemala, à chaque assassinat politique perpétré par l'extrême-gauche correspondraient quinze autres crimes commis par les fanatiques de droite et d'extrême-droite" (4).

En dehors du fait qu'ils agissent en toute liberté et apparemment avec l'accord tacite du gouvernement, on s'accorde à croire que ces groupes de droite ont leur base parmi les militaires et les forces de police (5).

L'unique entreprise de quelque envergure menée à bien par les guérilleros gauchistes au cours de 1971 fut, en août, le séquestre de Roberto

(1) El Grafico, 31 décembre 1971 et 3 janvier 1972

(2) Victor Perera. "Au Guatemala toujours",
New-York Times Magazine, 13 juin 1971

(3) Instituto del Estudio del Conflicto, Annual of Power and
Conflit, 1971: A Survey of Political Violence and Inter-
national Influence.

(4) Le Monde Weekly, 17 février 1971

(5) cf. Wall Street Journal, 14 janvier 1971

Alejos, banquier et propriétaire terrien, associé intime de l'ex-président Digoras, figure de proue dans le plan d'invasion de la Baie des Cochons à Cuba en 1961. Alejos fut remis en liberté sans avoir été maltraité, cinq mois plus tard.

La conséquence de cette situation de violence fut la proclamation de l'état de siège imposé durant l'année entière par le gouvernement du président Arana, avec suspension de toutes les garanties constitutionnelles et interdiction de toute activité politique. (Arana, en tant que chef des campagnes contre-révolutionnaires d'Izabal et d'Acapa, de 1966 à 1968, s'était acquis une solide réputation internationale de champion de la loi et de l'ordre par ses méthodes brutales). Cependant, les victimes de cette violence, revendiquée par la "contre-révolution" s'opposant ainsi aux guérillas révolutionnaires, furent des chefs modérés de l'opposition, des intellectuels progressistes, des étudiants, des travailleurs de tous ordres, des hommes d'affaires ainsi que d'innombrables paysans et ouvriers.

Durant cette période, l'un des objectifs principaux fut l'Université Nationale San Carlos: professeurs et étudiants. En effet, l'organisation OJO POR OJO révéla clairement qu'elle agissait surtout au sein de l'Université San Carlos. (6) Longue est la liste d'étudiants et meneurs de l'Université qui moururent assassinés ou qui "disparurent". A la fin de 1970 et en 1971 d'éminents professeurs comme Julio Camey Herrera, Adolfo Mijangos et Juan Manuel Cordero Quezada furent assassinés; le professeur Alfonso Bauer Paiz fut seulement blessé lors de la tentative d'assassinat, et il est actuellement en bonne santé. Beaucoup des victimes furent des progressistes qui avaient servi sous le gouvernement d'Arevalo et Arbenz, avant 1954. En dehors de ces assassinats, il y eut de nombreux étudiants et professeurs arrêtés et gardés prisonniers durant des jours et des semaines. D'autres personnalités de l'Université furent séquestrées par des groupes de droite et même le Recteur de l'Université reçut des menaces de mort signées OJO POR OJO (7).

Enfin, en plus de ces actes dirigés contre les professeurs et les étudiants, l'Université fut directement menacée, en novembre 1971, par la violation de son autonomie traditionnelle. L'Université San Carlos fut occupée par 800 soldats appuyés par des tanks, des hélicoptères, des voitures blindées et autres équipements militaires. Cette attaque avait pour but la recherche d'armes et de littérature subversive, mais la perquisition effectuée dans toutes les salles se solda par un échec.

En janvier 1971, le Conseil de l'Université déposait une pétition protestant contre l'état de siège et la violence. Mais le gouvernement continua à s'en prendre à l'Université; il proposa que la pétition fût adressée pour être prise en considération, non au Conseil de l'Université mais au Pouvoir Exécutif (8). Si cela s'était produit, c'était la fin de l'autonomie universitaire.

(6) Kenneth F. Johnson, "Guatemala: du terrorisme à la terreur", *Conflict Studies*, n° 23, mai 1972

(7) *New York Times*, 10 octobre 1971; voir également: Pat Holt Staff Memorandum on Guatemala and The Dominican Republic décembre 1971

(8) Terri Shaw, *Washington Post*, 8 mars 1971

Lorsque les 12.000 étudiants de l'Université San Carlos poursuivirent leur grève en octobre 1971 pour protester contre l'état de siège et la violence à l'égard des professeurs et étudiants, le gouvernement répondit par la menace de l'interdiction de toute manifestation publique au sein de l'Université et laissa entendre qu'il pourrait envoyer les forces de police pour en finir avec l'autonomie de l'Université (9). La menace continuelle contre l'Université amena le CSUCA (Conseil de Gouvernement des Cinq Universités Nationales d'Amérique Centrale) à publier dans sa revue mensuelle JORNADA deux documents sur la situation, en février 1971: "L'intelligence ne meurt pas : La situation Universitaire au Guatemala"; ainsi qu' en octobre 1971: "Guatemala: l'Université menacée" (10).

2- LE ROLE DES ETATS-UNIS

Pour les Américains, une telle situation et le rôle joué par les Etats-Unis représentent un souci permanent. Bien que les Etats-Unis se soient introduits au Guatemala depuis la moitié du 19e siècle, cette intervention n'a pris des proportions démesurées qu'au début de notre siècle, à l'époque de la politique d'expansion sous les présidents McKinley et Héodore Roosevelt. Plus tard, l'engagement des Etats-Unis fut plus direct et augmenta dramatiquement en 1954, après la déposition, fomentée par les Etats-Unis, du gouvernement Arbenz. Depuis, l'intervention américaine n'a cessé de s'accroître.

La complicité nord-américaine dans le terrorisme de droite, officielle et officieuse, a revêtu en 1971 des formes diverses: la plus importante fut l'aide militaire et la formation de la police. Il est impossible de déterminer le montant exact des investissements américains ayant servi à l'entraînement et à l'équipement des militaires et des policiers guatémaltèques; mais selon les chiffres officiels "conservateurs", les Etats-Unis auraient dépensé une somme de 4,2 millions de dollars pour l'aide à la Sécurité Publique, entre la fin de l'année 1970 et celle de 1971; à quoi s'ajoute, chaque année, une somme d'environ 1,5 millions de dollars (pouvant aller jusqu'à 3 millions) pour l'assistance militaire, sans compter les ventes d'armes. L'ampleur de l'assistance nord-américaine a été dévoilée lors d'une enquête du Comité des Affaires Etrangères du Sénat, en réponse à une question sur l'assistance militaire américaine au Guatemala: "Depuis 1951, le Guatemala a reçu une aide américaine de 17 millions de dollars; il a reçu en outre, une aide complémentaire de 34 millions de dollars depuis 1950; et il doit recevoir 59.000 dollars d'ici la fin de l'année fiscale 1971"(11)

Durant l'année fiscale 1970, le Guatemala a reçu 1.129.000 dollars au titre de la sécurité publique, le chiffre le plus élevé des pays latino-américains (12). En 1971, il venait en troisième position, et en deuxième en 1972. Un nouveau centre d'entraînement pour la police fut construit de 1970 à 1972 avec les fonds de l'AID: 410.000 dollars; il faut y ajouter quelques 378.000 dollars annuels destinés aux véhicu-

(9) New York Times, 10 octobre 1971

(10) "L'intelligence ne meurt pas: la situation universitaire au Guatemala", supplément de Jornada, février 1971; "Guatemala: l'Université menacée", ibid. octobre 1971

(11) Conseil des Affaires Etrangères, Hearing on Foreign Assistance, Act of 1971, Part.2 (Washington: Government printing Office, 1971)

(12) Ibid.

les et équipements de la police. Des fourgonnettes données par l'AID ont fait des patrouilles constantes dans les rues, agissant ainsi comme facteur de dissuasion psychologique du crime et de toute activité politique. Des techniciens américains ont entraînés les militaires guatémaltèques et la police; ils leur fournissent les armes et leur donnent du matériel radio, etc. La proportion des conseillers américains auprès des forces armées locales a été plus élevée au Guatemala que dans tout autre pays latino-américain (13). Les Etats-Unis ont toujours nié toute aide officielle ou tout rôle direct dans la "pacification" du Guatemala. Cependant, selon un rapport du WASHINGTON POST (1971): "25 militaires américains et 7 policiers portant tous des armes et accompagnés de gardes du corps guatémaltèques vivent et travaillent au Guatemala. La plupart d'entre eux sont des vétérans du Vietnam. Le nombre d'américains engagés par ailleurs, plus ou moins ouvertement, dans un travail avec les militaires locaux n'est pas connu... Des membres de la mission militaire assistent également les forces aériennes du Guatemala: opérations de vol, entretien des 45 avions, conseils ^{pour} l'organisation de l'armée de l'air et pour le repérage de toute "nuance rouge" dans les opérations et programmes d'action civique" (14).

Un rapport du Comité de Relations Etrangères du Sénat, publié en 1971, révèle que les conseillers américains pour la Sécurité Publique accompagnaient les policiers guatémaltèques dans leurs opérations anti-hippies (15). Ces informations sont dans la ligne du rôle actif joué par les "bérêts verts" américains, il y a quelques années, dans la campagne contre-révolutionnaire de la région d'Izabal et de Zacapa.

Bien que les autorités américaines insistent sur le fait que ces programmes n'ont pour but que de "moderniser" et d'"augmenter l'efficacité" de la police et de l'armée locale, il n'en reste pas moins que les Etats-Unis n'ont jamais retiré leur aide aux forces de sécurité guatémaltèques qui, comme nous l'avons vu, servent de base opérationnelle aux groupes terroristes de droite. Certains prétendent détenir des documents attestant que "ces équipes de conseillers militaires américains au Guatemala ont été des foyers d'éclosion des groupes de droite" (16).

Après avoir brossé le tableau de l'aide américaine au Guatemala, le Comité d'Affaires Etrangères du Sénat concluait en affirmant: "L'argument utilisé pour légitimer les programmes d'aide à la Sécurité Publique au Guatemala, consiste à dire que si ce n'est pas nous qui fournissons cette aide, quelqu'un d'autre le fera. Mais l'argument contraire, utilisé pour refuser ces programmes, consiste à montrer qu'après quatorze années, ils ne sont d'aucun profit; pire, ils aboutissent aujourd'hui à ce que les Etats-Unis sont politiquement compromis avec le terrorisme politique. On constate que la police guatémaltèque agit en dehors de tout contrôle politique ou judiciaire réel, et que l'utilisation des

(13) Geoffrey Kemp: "Rapports entre l'entraînement militaire nord-américain et les projets d'achats d'armes, 1959-1969" M.I.T. Arms Control Project, février 1970

(14) Terri Shaw, Washington Post, 5 avril 1971; New York Times, 18 avril 1971

(15) Hotl, p.6

(16) Johnson, p. 12

des techniques et des équipements reçus par l'intermédiaire des programmes d'aide à la Sécurité Publique, échappe totalement au contrôle des Etats-Unis... Si l'on dresse le bilan des arguments pour ou contre les programmes AID d'aide à la Sécurité Publique, on peut dire que ces derniers ont coûté aux Etats-Unis un prix politique beaucoup plus fort que le bénéfice qu'en a retiré la police guatémaltèque du point de vue de son efficacité... Etant donné que, dans le cas des programmes AID d'aide à la Sécurité Publique, l'aide militaire comporte un prix politique élevé, on peut se demander si nous recevons en retour l'équivalent de l'argent attribué pour ces programmes" (17).

3- LA SITUATION EN 1972

Pour résumer la situation au Guatemala au cours de l'année 1972, l'un des membres du "Comité Guatemala" de la LASA qui s'est rendu par trois fois dans le pays, écrit: "J'ai la conviction que, derrière une apparence de calme, la situation au Guatemala est en réalité profondément perturbée. Le gouvernement Arana a utilisé un certain nombre de moyens pour lutter contre l'opposition. L'année 1971 a été, à tous les points de vue, l'année la plus sanglante de l'histoire récente du Guatemala; en comparaison, l'année 1972 a été beaucoup plus pacifique. Dans tous les cas, cependant, les efforts du gouvernement pour lutter contre l'opposition se sont traduits par les agissements terroristes des groupes de droite, même si la plupart de ces agissements ont été ignorés du public en raison du contrôle exercé par le gouvernement sur la presse et l'opinion publique" (18).

La persistance de la violence de la droite a été confirmée par d'autres sources. Conformément aux documents remis à l'organisation Amnesty International dont le siège est à Londres et qui prend la défense des prisonniers politiques à travers le monde, y compris les pays communistes, on compte au moins 70 disparitions pour l'année 1972 (19). L'organisation Amnesty International déplore la violation continuelle et incontrôlée des droits fondamentaux de la personne humaine au Guatemala(20)

Voici les exemples les plus typiques de la persistance de la violence politique:

- En juin 1972 était assassiné Oliverio Castañeda, vice-président du Congrès, ultra-conservateur. Bien que le gouvernement se soit empressé d'attribuer la responsabilité de l'attentat aux groupes de guérilla, il est de notoriété publique parmi les guatémaltèques que l'assassinat a été perpétré par les forces de l'ordre en raison des divisions internes de la droite (21). Puis en juillet étaient assassinés quatre responsables du groupe de droite MLN (Mouvement de Libération Nationale); pour la plupart des observateurs, ce geste relevait de la lutte pour le pouvoir au sein de la droite.

(17) Holt, p.6-7

(18) Rapport de James Nelson Goodsell: "Guatemala, décembre 1972"

(19) Liste envoyée à Amnesty International; déclaration de R. de León, imprimée à Latinoamérica Press (Pérou), 26 janvier 1973

(20) Déclaration d'Amnesty International, 10 nov. 1972 (App.)

(21) Goodsell, New York Times, 18 juillet 1972; Los Angeles Times, novembre 1972

- Le 26 juin 1972 disparaissait José Mérida Mendoza, responsable d'un syndicat de conducteurs d'autobus de la ville de Guatemala. A l'époque, Mérida était l'un des dirigeants les plus actifs dans les revendications auprès de la Société de Transport. Il était l'un des nombreux responsables ouvriers et paysans qui ont été maltraités, arrêtés, assassinés, ou qui ont disparu (22).

- La disparition la plus dramatique a été, en septembre 1972, celle de huit dirigeants et membres du PGT (Parti communiste guatémaltèque). Leurs familles ont déclaré qu'ils avaient été arrêtés par la police. Des témoins ont relevé le numéro minéralogique des voitures officielles de la police ayant servi à l'enlèvement. Le gouvernement a déclaré n'avoir aucune connaissance du sort réservé à ces huit personnes. Mais cette déclaration de fin de non-recevoir a été mise en doute deux mois plus tard, au moment de l'enlèvement d'un inspecteur de police, lequel a reconnu sa participation ainsi que celle d'un autre policier à l'arrestation et à l'incarcération des membres du PGT. Le dit inspecteur de police a, en outre, avoué que les victimes avaient été arrêtées, torturées puis jetées dans l'Océan Pacifique (23). Etant donné qu'on n'a plus entendu parler d'eux depuis septembre de l'année dernière, on estime qu'ils ont effectivement été assassinés. La plupart des observateurs au Guatemala et l'organisation Amnesty International estiment que le gouvernement est responsable (24).

La violence a continué en 1973 par une nouvelle vague d'enlèvements de paysans et par d'autres agissements d'organisations para-militaires de droite, surtout en zone rurale. L'organisation dernière-née s'appelle BUITRE JUSTICIERO (25).

4- CONCLUSION

Si l'on envisage la situation dans son ensemble, nous pouvons tirer quelques conclusions concernant le problème politique en général au Guatemala, en particulier l'institutionnalisation de la répression. Un indice du degré atteint par la violence politique et la répression, devenues la règle commune dans le pays, est donné par le fait que, durant les neuf années qui vont de 1963 à 1971, soit 108 mois, le pays s'est trouvé en état de siège pendant près de la moitié du temps; l'état de siège signifie toujours la suspension des garanties constitutionnelles et des droits politiques, l'interdiction de l'activité politique normale, y compris pour les partis reconnus, ainsi que la censure de la presse et de la radio. Les protestations contre cet état de fait ont été réduites au silence. En octobre 1971, le révérend William Frey, évêque épiscopalien et citoyen nord-américain, a été expulsé du pays après qu'il ait signé une déclaration déplorant la violence et réclamant la levée de l'état de siège. L'instauration du couvre-feu en 1970-71 a été rigoureusement appliquée durant les trois premiers mois; ceux qui l'ont alors violé ont été assassinés et plusieurs milliers de personnes arrêtées.

(22) Cf. Déclaration de la Confédération Mondiale du Travail
27 novembre 1972

(23) Latin América (Londres), 2 mars 1973

(24) Manchester Guardian - Le Monde, 23 décembre 1972;
Miami Herald, 23 décembre 1972

(25) Latin América, 9 février 1973; journaux du Guatemala

En début 1972, quelque temps après la levée de l'état de siège, le gouvernement a pris d'autres moyens pour institutionnaliser la répression: la promulgation de la loi dite "de danger social". En vertu de cette loi, le gouvernement avait toute liberté de procéder à la détention préventive des chômeurs, des vagabonds, des rebelles, des homosexuels, des prostituées, des malades mentaux, de tous ceux qui manquaient à la respectabilité en présentant un danger social; ils ont été jetés en prison, placés en camp de réhabilitation ou incarcérés d'autres manières. Cette loi, qui était en fait la légalisation des agissements du gouvernement a finalement été repoussée par le Congrès en raison de la réprobation générale de la Nation. Mais le gouvernement s'est appliqué à lui substituer d'autres mesures pour atteindre les mêmes objectifs.

En résumé, il apparaît clairement que la situation au Guatemala en 1971 n'a pas été le fruit d'une aberration passagère ou des abus d'un système démocratique; elle est la conséquence obligée d'un système officiel de terreur et de répression qui se poursuit depuis 1954 et qui a connu une phase intensive au cours des dernières années; un système qui, aux dires d'un observateur, prétend liquider la structure politique des partis mise en place en 1944 (26). Pour des raisons tactiques, comme par exemple les élections de 1974, le gouvernement va s'employer à faire diminuer la violence officielle en 1973. Si c'était le cas, bien qu'on ne puisse le prévoir en toute sécurité, ce serait une erreur de croire qu'une diminution de la violence en marquerait effectivement la fin. La violence ne prendra fin que lorsque seront mises à jour ses causes et ses racines et lorsque seront résolus les graves problèmes sociaux et économiques du Guatemala.

("Comité Guatemala" de la LASA, avril 1973)

NOTE COMPLEMENTAIRE

Il semble que les incertitudes du "Comité Guatemala" de la LASA concernant la diminution de la violence en 1973, en tant que tactique électorale, ne se vérifient pas. Il suffit d'analyser rapidement les informations fournies dernièrement par la presse pour constater que le Guatemala est toujours dans son état normal: l'état de violence. On parle en effet de découverte de "cimetières clandestins"; on annonce l'apparition de "cadavres avec marques de torture"; on signale des "massacres de paysans au cours de heurts avec l'armée", un "étudiant tué par balles et portant des marques de torture", des "guérilleros tués par une patrouille de l'armée", une "femme fusillée après avoir été arrachée de chez elle"; on découvre de "nouveaux cimetières clandestins", le cadavre d'un "député assassiné", etc. (27).

De tels titres de journaux laissent entendre, conformément aux conclusions de ce rapport, qu'on ne s'attaque pas aux racines du problème de la violence, qu'on ne cherche pas à résoudre "les graves problèmes sociaux et économiques du Guatemala".

Guatemala, le 1er septembre 1973

(26) Johnson p.17

(27) El Grafico, mars-août 1973

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)